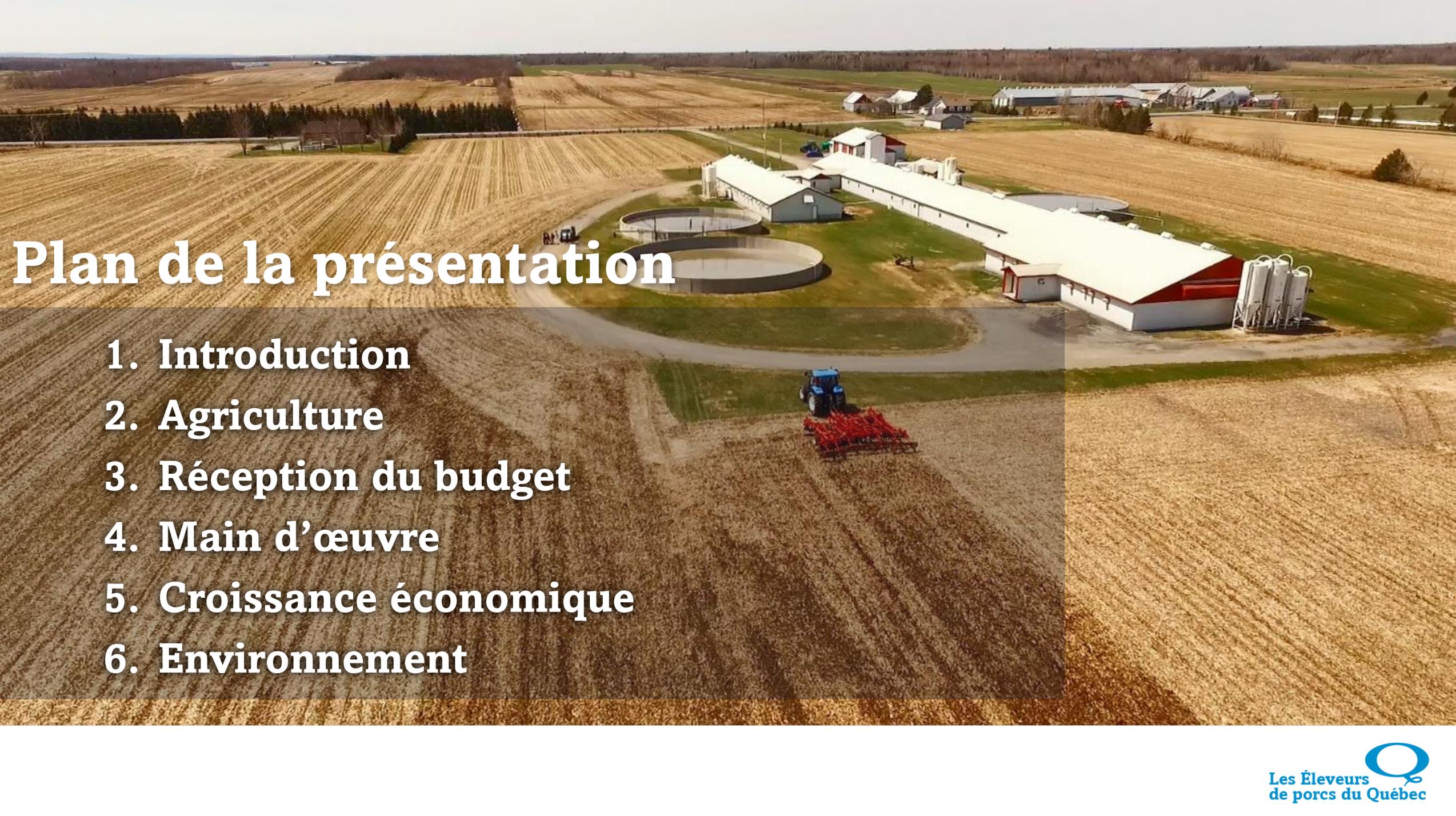


# Analyse du Budget fédéral 2023-2024





# Plan de la présentation

1. Introduction
2. Agriculture
3. Réception du budget
4. Main d'œuvre
5. Croissance économique
6. Environnement

# Introduction

La ministre des Finances du Canada, l'hon. Chrystia Freeland a déposé son budget 2023-2024 le 28 mars 2023. Malgré la promesse d'un budget responsable, c'est un budget imposant, de plus de 490 G\$ qui a été déposé en chambre.

Face aux investissements monstres des É.-U. en énergies vertes, le gouvernement fédéral a répondu en investissant massivement dans le même secteur, à la hauteur des capacités canadiennes. L'augmentation des transferts en santé de 46 G\$, annoncée il y a quelques mois, est un autre des gros morceaux du budget.

De plus, pour garder son alliance avec le NPD, le gouvernement Trudeau a annoncé la création d'un régime canadien de soins dentaires ainsi qu'un ensemble de programmes pour aider la classe moyenne à affronter l'inflation, dont une augmentation ponctuelle des remboursements de TPS.

En résumé, le budget fait plaisir à l'allier NDP (seul parti pouvant garder le gouvernement en place), il déplaît au Bloc (trop peu dans les transferts en santé et pour les logements sociaux), et il horripile M. Poilievre (qui ne manquera pas de trouver un nouveau slogan avec « Justin » pour dénigrer ce budget).

## Les faits saillants du budget

- ❖ Budget de 490,5 G\$, troisième plus gros budget du gouvernement Trudeau.
- ❖ 82,7 G\$ sur dix ans en réaction au budget Biden pour les énergies vertes. Principalement des crédits d'impôts de 15 % à 40 % pour les projets de production d'électricité « propre ».
- ❖ 46 G\$ : hausse des transferts en santé vers les provinces.
- ❖ 13 G\$ sur cinq ans pour un régime canadien de soins dentaires, puis 4,4 G\$ par année.
- ❖ Aide ciblée : remboursements « d'épicerie » (hausse des remboursements de TPS) pour les personnes à bas et moyens revenus. Ensemble de mesures pour aider la classe moyenne : forcer des chargeurs universels pour les appareils électroniques, renforcer les protections aux voyageurs en cas d'annulation, réglementation des frais cachés (cellulaires, spectacles, voyages), réductions des frais d'utilisation de cartes de crédits pour les PME, augmentation des montant retirables pour les REEE.
- ❖ Prêts pour aider l'Ukraine et fonds pour contrer l'ingérence chinoise.

# Réception du budget

Tous les chroniqueuses et chroniqueurs le disent, le budget du gouvernement libéral est en réaction au Budget Biden, mais beaucoup soutiennent que le gouvernement Trudeau, ayant eu la dépense facile lors des premières années fastes de leur règne, n'avait tout simplement plus les reins assez solides pour minimiser l'impact qu'auront les 400 G\$ du « Inflation Reduction Act » de nos voisins du Sud. Ainsi, le budget est gros, très gros, assez pour faire passer la dette aux billions de dollars, une première dans l'histoire, mais pas nécessairement assez pour contrer les investissements verts des É.-U., et ainsi, demeurer dans la course.

Ceci étant dit, beaucoup affirment que ce budget est mieux ciblé à certains égards que celui du Québec. Les augmentations de remboursements de la TPS ciblent vraiment les citoyens et familles qui en ont besoin, contrairement aux baisses de taxes du gouvernement Legault qui favorisent la classe moyenne élevée. L'ensemble des petites mesures pour tous devraient aussi aider les Canadiennes et Canadiens à affronter

l'inflation. Par contre, il n'y a essentiellement rien pour le logement social et, nous le savions déjà, trop peu d'actions pour améliorer les systèmes de santé des provinces.

La question se pose aussi à savoir si le gouvernement Trudeau avait d'autres choix que de déployer le plus de moyens possibles en réaction au budget américain, mais aussi, d'instaurer le régime de soins dentaires si cher au NPD dont l'entente pour maintenir le gouvernement en place n'aurait probablement pas survécu à un changement de cap sur le plan dentaire.

Pour ce qui est de l'agriculture, à l'UPA, on s'entend pour dire que c'est peu. On salue évidemment les mesures, mais force est de constater que l'agriculture en général et la production porcine en particulier, ne faisaient pas partie de la courte liste de priorités du gouvernement fédéral.



# Agriculture

-  333 M\$ sur dix ans pour soutenir des investissements dans la recherche et le développement de nouveaux produits à base de solides non gras (SNG), la création de marchés pour ces produits et la capacité de transformation de ces produits (production laitière).
-  34,1 M\$ pour contrebalancer les tarifs douaniers sur les engrais russes et biélorusses.
-  57,5 M\$ sur cinq ans à l'ACIA pour un plan d'intervention et une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse (5,6 M\$ par année par la suite).
-  Le gouvernement a aussi annoncé des consultations des parties prenantes à propos des possibilités de croissance pour le secteur des biocarburants.
-  (EN MARGE DU BUDGET) Le 27 mars, les ministres de l'Agriculture du Québec et du Canada ont annoncé s'être entendu sur les modalités du cadre stratégique pour l'agriculture 2023-2028. L'enveloppe partagée 60/40 entre le fédéral et le provincial est de 955 M\$, presque 100 M\$ de plus que l'entente précédente. Le tiers de ces investissements vise la transition écologique, tandis que les deux tiers restant iront principalement vers des programmes de gestion des risques de la Financière agricole du Québec.

**13 M\$ pour  
augmenter de  
100 000\$ le plafond  
de la partie sans  
intérêt des prêts du  
*Programme de  
paiements anticipés  
(PPA) pour l'année  
2023***

# Main d'Œuvre



- ❖ 123,2 M\$ pour stimuler l'immigration francophone au Canada incluant le soutien aux employeurs dans le recrutement de travailleurs étrangers francophones.
- ❖ 48 M\$ pour améliorer le régime de conformité des employeurs du Programme des travailleurs étrangers temporaires
- ❖ (EN MARGE DU BUDGET) Le 27 mars, le ministère de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre a prolongé les mesures provisoires du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET)

# Demandes du Conseil canadien du porc

Le Conseil canadien du porc a soumis un mémoire avec recommandations au gouvernement fédéral dans le cadre des consultations budgétaires. Malheureusement, aucune mesure du budget n'y répond directement. Leurs recommandations étaient les suivantes:

- Que le gouvernement prépare des fonds d'urgence dans un programme d'aide et de gestion de la peste porcine africaine (PPA).
- Améliorer l'empreinte environnementale du porc canadien.
- Accélérer le traitement des demandes de permis de travail pour les travailleurs étrangers temporaires (TET) et considérer les besoins du secteur agricole comme critères de candidature à l'immigration.
- Défendre, améliorer et élargir l'accès au marché.



**Merci!**

